

DOSSIER DE PRESSE

# L'économie française : comptes & dossiers

Édition 2018



Sous embargo jusqu'au jeudi 4 octobre 2018 à 18h00



Mesurer pour comprendre



## SOMMAIRE

Introduction .....	p. 5
Les chiffres clés de l'économie en 2017 .....	p. 7
Dossiers.....	p.11
La croissance est-elle sous-estimée ? .....	p. 13
Les comptes des entreprises, des ménages et des administrations publiques dix ans après la crise financière.....	p. 17
Caractériser les incertitudes économiques dans 5 pays européens.....	p. 21
L'Insee en quelques mots .....	p. 25



## INTRODUCTION

Comme chaque année, *L'Économie française – Comptes et Dossiers* présente une synthèse des mouvements essentiels ayant affecté les économies française et mondiale au cours de l'année écoulée. L'ouvrage s'appuie pour cela sur les comptes de la Nation publiés fin mai 2018 par l'Insee.

Dans la vue d'ensemble, vous retrouverez les principales informations sur l'évolution de l'économie mondiale, ainsi que le bilan de l'année 2017 pour l'économie française.

**Trois dossiers** analysent de manière approfondie les évolutions de nos économies.

- **La croissance est-elle sous-estimée ?**  
Le développement de l'économie numérique et la mobilité internationale des actifs immatériels compliquent la mesure de l'activité économique. Ce dossier examine l'ampleur des problèmes que posent ces deux évolutions majeures.
- **10 ans après la crise financière : les comptes des entreprises, des ménages et des administrations publiques.**  
Ce dossier retrace l'impact de la crise sur les trois principales catégories d'agents économiques.
- **Caractériser les incertitudes économiques dans 5 pays européens.**  
La montée de l'incertitude est une explication souvent avancée des ralentissements de l'activité. Cependant, il s'agit d'une notion vague, difficile à caractériser et à mesurer. Ce dossier précise la notion d'incertitude et présente plusieurs indicateurs

**La collection Insee Références propose un état des lieux périodique  
des grandes questions économiques et sociales.**

Les données et les commentaires se fondent sur les sources et les méthodes d'analyse de la statistique publique.

**Dans la même collection**

Parus

*Tableaux de l'économie française, édition 2018*

*Formations et emploi, édition 2018*

*Les revenus et le patrimoine des ménages, édition 2018*

*Emploi, chômage, revenus du travail, édition 2018*

À paraître

*Les entreprises en France, édition 2018*

*France, portrait social, édition 2018*





## LES CHIFFRES CLÉS

### L'économie progresse avec vigueur en 2017



## Croissance

La France connaît en 2017 la plus forte croissance de son économie depuis le rebond ponctuel de 2010-2011.



## Emploi

En France, l'emploi total progresse solidement en 2017



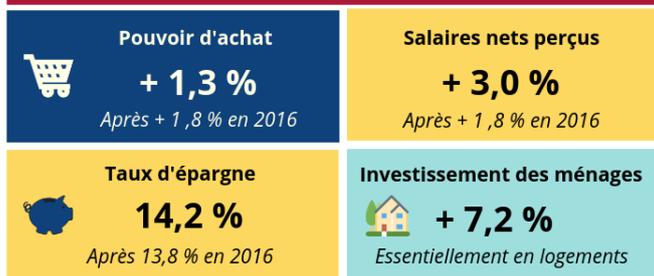
## Chômage

En 2017, le taux de chômage diminue quelle que soit la tranche d'âge de la population active.



## Revenus & épargne des ménages

Le pouvoir d'achat des ménages augmente modérément



## Le commerce extérieur

Les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance pour la première fois depuis 2012.





## LES DOSSIERS



### **De nouveaux défis pour la comptabilité nationale ?**

*L'hypothèse que la croissance effective serait toujours soutenue mais portée par un développement de l'économie digitale mal capté par les comptes nationaux figure parmi les explications avancées au ralentissement de la croissance économique. La mesure de la croissance serait aussi perturbée par l'internationalisation des firmes. En effet, la production des entreprises multinationales est difficile à localiser, surtout lorsqu'elle mobilise des actifs intangibles dont la localisation peut évoluer très facilement pour tirer parti des écarts de fiscalité entre pays. La croissance réelle serait ainsi surestimée dans les pays à fiscalité attractive et sous-estimée dans les autres. Ce dossier fait un point sur ces questions.*

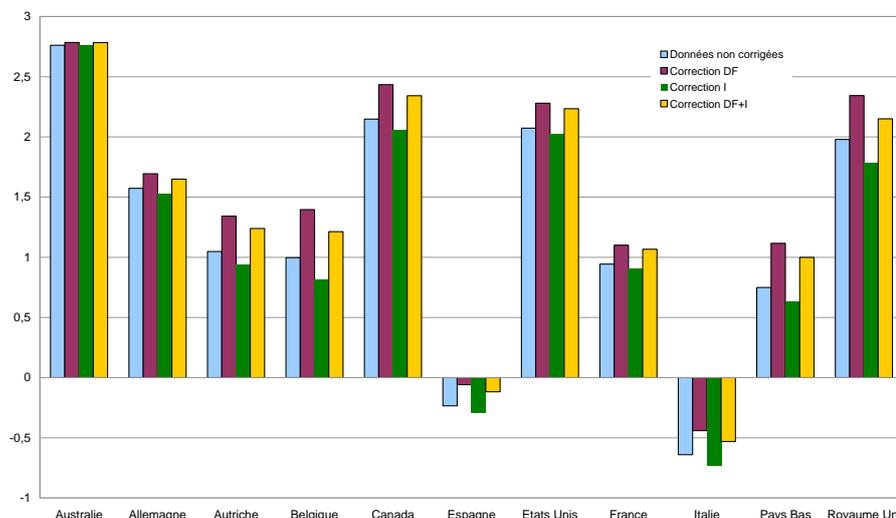
### **Les partages volume-prix : un sujet récurrent qui préexistait à la digitalisation**

Les difficultés soulevées par le développement de l'économie numérique se subdivisent en deux sous-catégories. **Le produit intérieur brut mesure les productions donnant lieu à transactions monétaires. Un premier problème est donc qu'il exclut par nature un grand nombre de services gratuits** qui sont proposés par l'économie numérique. Par ailleurs, pour ceux qui ne sont pas gratuits, **la difficulté est de passer d'une production en valeur à une production en volume**. C'est le problème du partage entre volume et prix. Il nécessite de comparer le service rendu par ces nouveaux produits avec celui des produits classiques auxquels ils viennent s'ajouter ou se substituer.

**Le partage volume-prix est une difficulté à laquelle la comptabilité nationale a toujours été confrontée. Diverses méthodes sont mises en œuvre pour la gérer.** Lorsqu'il y a une période de recouvrement entre anciens et nouveaux biens, on peut supposer que l'écart de prix correspond à un écart de service rendu. On peut aussi affiner la comparaison des services rendus en comparant directement les caractéristiques de ces biens ou services : c'est la méthode dite des prix hédoniques. Des méthodes *ad hoc* ont aussi été développées pour les partages volume-prix dans les services de téléphonie mobile.

Ces méthodes n'évitent pas tous les biais, mais l'impact sur la mesure de la croissance globale est modéré par le fait que les postes concernés sont loin de représenter la majeure partie de la consommation et de la production. Diverses tentatives ont été faites pour donner des majorants du risque d'erreur sur la croissance. **Elles concluent à une erreur de quelques dixièmes de points de croissance annuelle et qui ne se serait pas spécialement aggravée sur la période récente.** Ceci écarte l'hypothèse que le ralentissement actuel de la croissance serait un simple artefact lié à une détérioration de la qualité des partages volumes-prix

**Croissance du PIB non corrigée et corrigée en utilisant les prix des pays où les baisses de prix sont les plus fortes (évolutions annuelles moyennes, période 2010-2015)**



Note : correction DF = prix de la demande finale uniquement, correction I = prix des importations uniquement, correction DF+I : ensemble des deux. Source : Ahmad, Ribarsky et Reinsdorf (2017).

## Le cas des services gratuits

**Le même message prévaut pour les services gratuits. Diverses techniques existent pour tenter de leur imputer des valeurs monétaires, mais ces exercices ne suffisent pas non plus à inverser le constat d'un ralentissement de la croissance.**

Intégrer systématiquement ces services gratuits dans le PIB poserait par ailleurs un problème d'opportunité. Ils participent certes au bien-être de la population, mais c'est le cas d'un grand nombre

d'autres aspects des conditions de vie. Ces derniers ne sont pas non plus comptés dans le PIB, faute de règle consensuelle qui permettrait de leur donner une valeur monétaire : la santé, la qualité de l'environnement, la qualité des relations sociales. Les y inclure entrerait en conflit avec ses autres usages principaux, notamment le pilotage des politiques macroéconomiques ou le fait que le PIB soit le dénominateur de référence pour évaluer la soutenabilité des finances publiques.

## La mondialisation : apprendre à lire autrement les chiffres de la croissance, surtout dans les petits pays

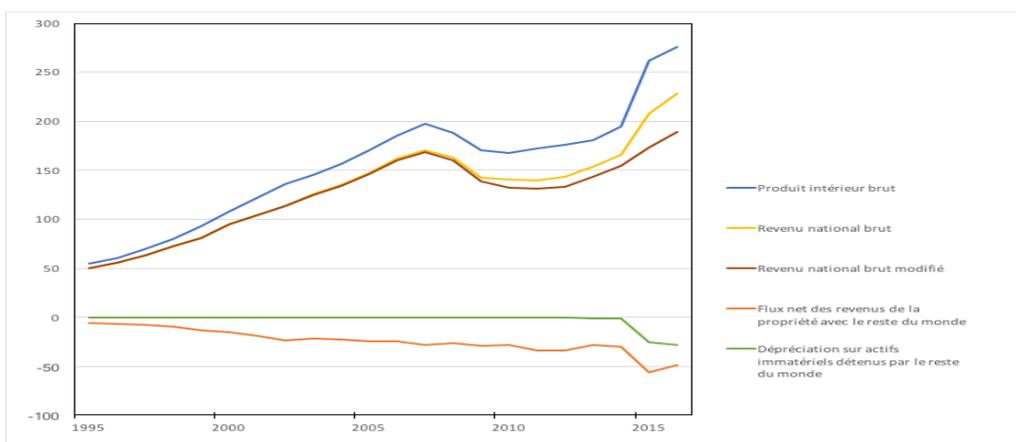
Il y a longtemps que les comptables nationaux savent que la mondialisation pose problème pour le concept même de production « domestique ». **Une illustration frappante en a été donnée par les chiffres de la croissance irlandaise de 2015, estimée à plus de 25 % par rapport à l'année 2014. Ce choc hors norme a fait suite au déplacement vers l'Irlande de droits de propriété sur des actifs intangibles d'une ou plusieurs grandes firmes multinationales.** Il en a résulté l'affectation au PIB irlandais de la part de la production de ces firmes attribuée à ces actifs intangibles.

Un tel chiffre peut se lire de deux manières. Il est peu crédible si on comprend le PIB comme mesure de l'activité productive ayant effectivement lieu sur le territoire irlandais. On le comprend mieux si on admet que le PIB ne mesure pas une production physique, mais les revenus que différents facteurs de production tirent de leur contribution au processus de production. Certains de ces facteurs sont physiquement attachés à des territoires. D'autres doivent être considérés comme flottants et les revenus qui en sont tirés peuvent aboutir en des endroits très variables. **Cette volatilité est une réalité économique qui mérite d'être mesurée.**

L'effet de taille relativise l'ampleur du problème pour la mesure de la croissance dans les grands pays. Des déplacements d'actifs immatériels qui ont de gros effets pour une petite économie ont des effets proportionnellement plus réduits dans des grandes économies. Il est donc peu probable que ce genre de problème y explique le ralentissement récent de la croissance.

Il n'en reste pas moins qu'il va falloir s'habituer à lire différemment les chiffres de cette croissance, comme mesure des revenus issus de la production plutôt que comme mesure de la production elle-même. **Il est nécessaire de réfléchir simultanément à des indicateurs complémentaires, davantage centrés sur la mesure de la production vraiment locale et des revenus qui profitent effectivement aux résidents.**

**Évolutions du PIB et du Revenu national brut (RNB) irlandais, en milliards d'euros courants**



**Lecture :** le graphique reporte le PIB, le revenu national brut (RNB) et un revenu national brut corrigé (RNB\*), sur lequel communique désormais l'institut statistique irlandais. Les deux courbes du bas donnent les deux principales composantes des écarts entre ces indicateurs. Le RNB retranche du PIB les revenus de la propriété reversés aux résidents étrangers. Le RNB\* ajoute une correction tenant compte de la dépréciation des actifs immatériels localisés en Irlande. D'autres facteurs d'écart jouent de façon plus secondaire et ne sont pas reportés sur le graphique.

**Source :** Central Statistical Office

### À retenir

- Le développement de l'économie digitale et la globalisation compliquent la mesure de l'activité économique. Le constat d'un ralentissement de la croissance n'en reste pas moins robuste.
- La digitalisation pose des problèmes de partage volume-prix, mais le biais serait d'au plus quelques dixièmes de points de croissance et ne se serait pas accru sur la période récente.
- La digitalisation permet aussi le développement de services gratuits. Cependant, leur intégration dans le PIB irait à l'encontre de certains de ses usages, qu'il s'agisse de régulation macroéconomique ou de pilotage des finances publiques.
- La mondialisation oblige à mieux définir ce qu'on entend par production « intérieure » et les revenus qui en découlent. Mais, à ce stade, elle perturbe surtout la mesure de la croissance dans les petits pays, avec l'exemple emblématique de la croissance irlandaise de 2015.



# Les comptes des entreprises, des ménages et des administrations publiques dix ans après la crise financière

p. 81-94 de l'ouvrage

Comment la forte contraction du PIB au cours de la récession de 2008-2009 s'est-elle transmise aux revenus des trois principales catégories d'agents : les sociétés non financières (SNF), les ménages et les administrations publiques (APU) ? Quelles conséquences sur leurs comportements de consommation, d'épargne et d'investissement ? Le dossier propose plusieurs éléments de réponse.

## Les SNF : épargne et investissement relativement dynamiques, endettement maîtrisé

**La récession induite par la crise financière de 2008 a, par son ampleur, lourdement pesé sur les marges des SNF.** Son impact sur leur épargne a toutefois été quelque peu atténué par les mesures de soutien prises dans le cadre du plan de relance.

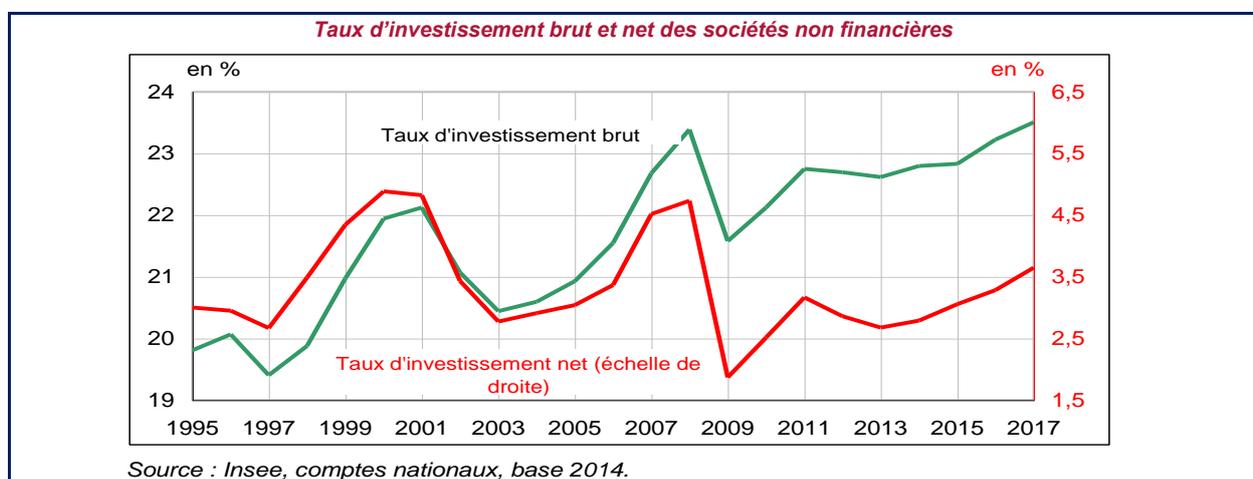
**À partir du début des années 2010, l'épargne des SNF a recommencé à croître,** favorisée par une progression des salaires moins marquée qu'avant la crise, la baisse presque continue des taux d'intérêt et les mesures prises en faveur des entreprises dans le cadre du pacte de responsabilité et de solidarité (mise en place du CICE notamment).

**Globalement, sur l'ensemble de la période 2007-2017, l'épargne des SNF est donc demeurée relativement dynamique, ce qui a permis d'éviter une chute trop marquée de leur investissement.** Le taux d'investissement des SNF (mesuré comme le rapport entre leur dépense d'investissement et leur valeur ajoutée) a même un peu augmenté sur la période, passant de 22,7 % en 2007 à 23,5 % en 2017 (figure).

En revanche, le taux d'investissement net (calculé en retranchant à la formation brute de capital fixe la consommation de capital fixe) a légèrement diminué sur la période. Cela s'explique par l'obsolescence rapide des actifs incorporels (logiciels et R&D), dont le poids dans les dépenses d'investissement des SNF a fortement augmenté.

La bonne tenue de l'épargne des SNF leur a permis de maintenir leur effort d'investissement sans trop peser sur leur besoin de financement. Ce dernier oscille tout au long de la période autour de 20 milliards d'euros par an. Pour autant, leur endettement brut a fortement augmenté entre 2007 et 2017 (+ 51 %).

Cette croissance de la dette est toutefois à mettre en regard de la hausse des actifs liquides détenus par les SNF. La baisse des taux d'intérêt a réduit le coût d'opportunité de la détention de monnaie. **Mesuré net des actifs détenus sous forme de crédits, titres obligataires, numéraire et dépôts, l'endettement des SNF a progressé beaucoup plus modérément.**

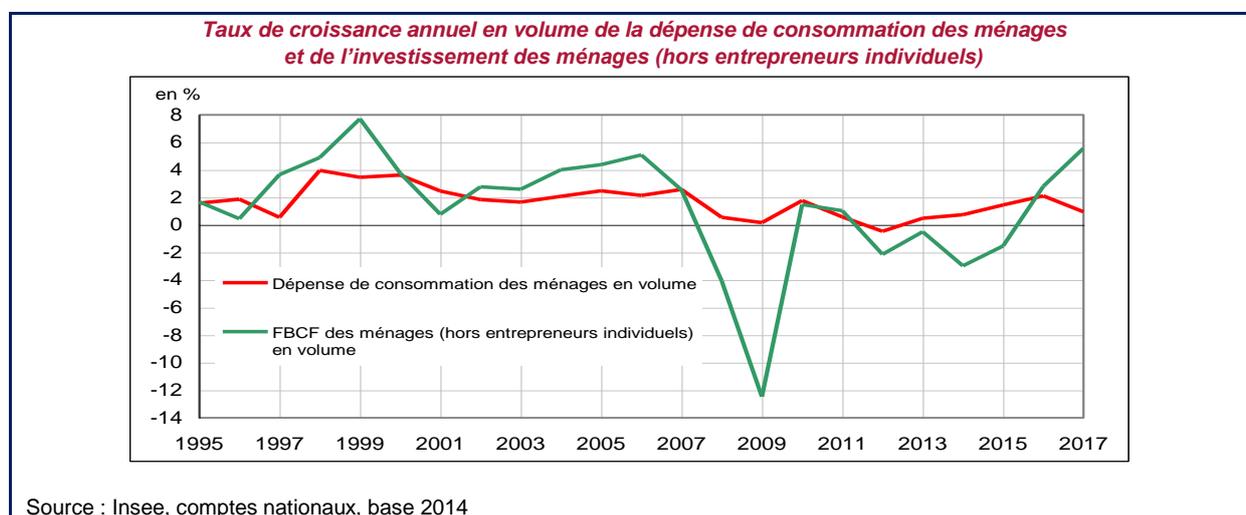


## Les ménages ont fortement ajusté leurs dépenses de consommation et d'investissement

**Le taux de croissance annuel moyen du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages décroche brutalement et durablement au moment de la crise financière : + 2,6 % par an en moyenne entre 1997 et 2007, + 0,7 % pendant la décennie suivante.**

Au plus fort de la récession, les mesures du plan de relance ont soutenu le revenu disponible des ménages. Cependant, ensuite, le ralentissement de la masse salariale puis le durcissement entre 2010 et 2013 de la fiscalité applicable aux ménages, dans le cadre des efforts de rétablissement des finances publiques, ont pesé sur leur pouvoir d'achat. Ainsi, **mesuré par unité de consommation, le pouvoir d'achat des ménages a à peine progressé entre 2007 et 2017 (+ 0,7%).**

**Cette rupture a évidemment une incidence sur les choix de consommation et d'investissement des ménages.** Le taux de croissance annuel moyen de la dépense de consommation des ménages en volume passe de + 2,6 % lors de la décennie qui précède la crise à + 0,8 % entre 2007 et 2017. Leur investissement, qui correspond essentiellement à leurs achats de biens immobiliers neufs, connaît une inflexion plus spectaculaire encore. En effet, l'investissement des ménages en volume demeure en 2017 encore inférieur de 13 % à son niveau d'avant la crise.



## Le bilan des administrations publiques s'est très fortement dégradé depuis la crise de 2008-2009

**La forte contraction du PIB en 2008-2009 a eu un impact mécaniquement très défavorable sur l'épargne publique brute, sous l'effet du jeu habituel des stabilisateurs automatiques.** En effet, en phase de contraction de l'activité, les bases d'impositions s'érodent alors que les principaux postes de dépenses de fonctionnement augmentent au même rythme qu'avant la crise, voire accélèrent spontanément comme celles de l'indemnisation du chômage. De plus, une politique économique résolument contracyclique a été mise en œuvre.

**Le redressement des finances publiques a ensuite été lent,** à cause non seulement de la faiblesse de la reprise économique mais aussi de la politique budgétaire menée. Cette dernière a conduit à différer le rééquilibrage des finances publiques, d'abord en évitant une baisse des revenus des ménages, puis en

accélérant l'amélioration des comptes des entreprises. Ce n'est qu'en 2017 que l'épargne brute des APU retrouve son niveau d'avant crise.

Les APU n'ayant pas fortement diminué leurs dépenses d'investissement avec la crise, l'évolution du déficit retrace à peu de choses près celle de l'épargne brute, avec une très forte détérioration entre 2007 et 2010, puis un lent redressement. Le solde primaire se redresse également sur les dernières années, mais demeure, encore en 2017, nettement négatif (- 0,8 % du PIB). **L'accumulation de déficits élevés à partir de 2008 a mécaniquement gonflé la dette publique au sens de Maastricht ou dette notifiée, passée de 64,5 % du PIB fin 2007 à 98,5 % fin 2017.** L'augmentation de la dette publique nette est à peine moins marquée.

### À retenir

- L'épargne brute de sociétés non financières retrouve un niveau de croissance comparable à celui d'avant-crise.
- Calculé par unité de consommation, le pouvoir d'achat des ménages n'a quasiment pas progressé (+ 0,7 %) entre 2007 et 2017.
- L'épargne brute des administrations publiques diminue entre 2007 et 2009 et ne retrouve son niveau d'avant crise qu'en 2017.



## Caractériser les incertitudes économiques dans 5 pays européens

p. 97-110 de l'ouvrage

La montée de l'incertitude est une explication souvent avancée des ralentissements de l'activité. Mais il s'agit d'une notion vague, difficile à caractériser et à mesurer. Ce dossier précise la notion d'incertitude et présente plusieurs indicateurs : le nombre d'occurrences dans la presse de termes relatifs à l'incertitude ; la volatilité de grandeurs économiques ; la variance des erreurs des prévisions calculées à partir d'un modèle économétrique.

### L'incertitude exprimée dans la presse

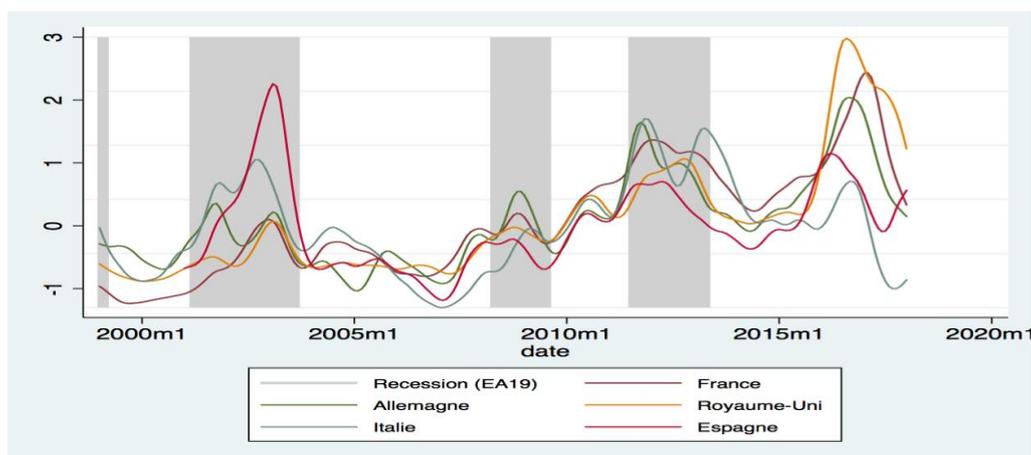
Une première façon d'apprécier le degré d'incertitude, est de prendre en compte comment il est exprimé par les agents économiques, en mesurant, dans la presse d'un pays donné, la fréquence des articles contenant les mots « incertitude » ou « incertain », dès lors que ceux-ci sont associés à une liste bien définie de termes économiques ou politiques. L'indicateur obtenu est appelé News dans le dossier.

Les indicateurs News font apparaître globalement quatre pics. Les trois premiers se situent dans des périodes de ralentissement conjoncturel : un pic important en 2003 (ralentissement des économies avancées au début des années 2000, dans le sillage de l'éclatement de la bulle internet et des attentats

du 11 septembre 2001), deux pics de moindre ampleur en 2009 (apogée de la crise financière) puis 2012-2013 (crise européenne de la dette souveraine). Le dernier pic, en 2016, ne semble pas lié à un contexte conjoncturel dégradé et serait plutôt à mettre en relation avec le résultat du référendum britannique sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit »).

Par ailleurs, même si l'ampleur des évolutions diffère d'un pays à l'autre, les indicateurs ont été au plus bas en 2007, à la veille de la crise financière, et ont eu tendance par la suite à augmenter jusqu'au point haut de 2016. La crise pourrait avoir ainsi modifié les pratiques de la presse qui utiliserait plus fréquemment les mots se référant à l'incertitude.

Indicateur d'incertitude News pour les 5 pays étudiés entre 1999 et 2017



Note : l'indicateur News est celui de Baker et al. (2016).

Lecture : en février 2003, l'indicateur News en Espagne est supérieur de 2,25 écarts-types à sa moyenne observée sur la période 1999-2017.

Sources : News de Baker et al. (2016) et OCDE pour les périodes grisées.

## L'incertitude mesurée par la volatilité

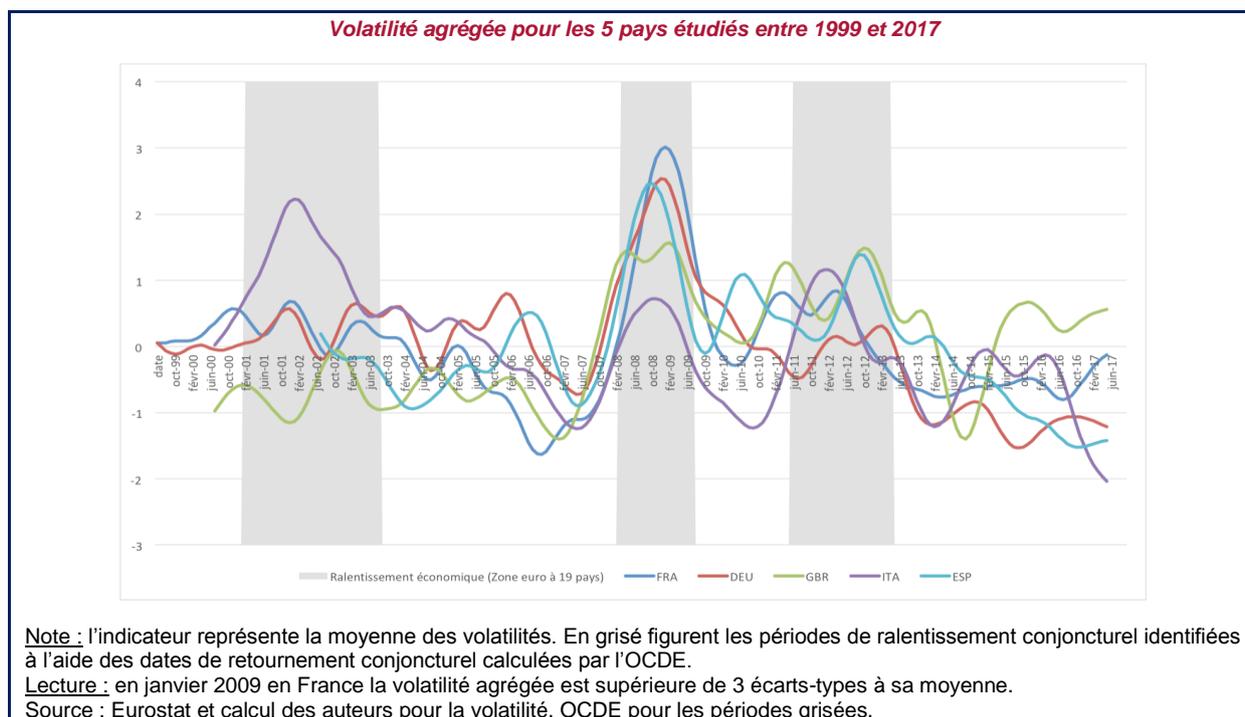
La volatilité d'une grandeur est également un indicateur d'incertitude. En effet, une forte volatilité peut impliquer une plus grande difficulté à prévoir la grandeur en question. À titre illustratif, le dossier présente d'abord deux indicateurs d'incertitude mesurée par la volatilité observée, correspondant chacun à des grandeurs différentes :

- le premier, relatif à l'économie réelle, est la **volatilité du taux de croissance de l'indice de la production industrielle** ;
- le second, relatif à la sphère financière, est la **volatilité du taux de croissance de l'indice boursier**.

Une volatilité agrégée est ensuite calculée à partir d'un plus grand nombre de variables économiques et financières.

Un tel indicateur apparaît plus à même de décrire l'incertitude générale affectant les comportements économiques des agents que les indicateurs de volatilité propres à chaque série.

**Dans tous les pays, la volatilité agrégée a fortement augmenté à partir de 2008 pour atteindre son niveau le plus élevé au second semestre au moment du déclenchement de la crise financière.** Depuis 2013, l'indicateur est orienté globalement à la baisse dans tous les pays considérés avec, néanmoins, des fluctuations importantes autour de cette tendance. La volatilité agrégée au Royaume-Uni est en fin de période la plus élevée relativement à sa moyenne, probablement du fait du « Brexit ». En France, la volatilité agrégée diminue tendanciellement. Elle atteint son niveau le plus bas en octobre 2006, bien qu'elle ait connu, entre 2006 et 2009, la plus forte augmentation de tous les pays considérés.



## L'incertitude mesurée par les erreurs de prévision d'un modèle

Jurado, Ludvigsson et Ng (JLN, 2015) proposent un autre indicateur, permettant à la fois de tenir compte d'un ensemble large de grandeurs décrivant l'état de l'économie, et d'utiliser les liens qui peuvent exister entre elles.

Pour ce faire, à l'aide d'un modèle économétrique, ils extraient l'information macroéconomique disponible à une date donnée. Ils établissent, ensuite, un modèle de prévision permettant d'élaborer, pour chaque série, la « meilleure prévision possible ». L'incertitude propre à chaque série est alors mesurée par la volatilité des erreurs de prévision, c'est-à-dire l'écart de la série par rapport à sa prévision. En agrégeant les incertitudes ainsi construites au niveau de chaque série, on obtient un indicateur synthétique d'incertitude économique et financière (appelé dans le texte JLN, du nom des inventeurs de la méthode).

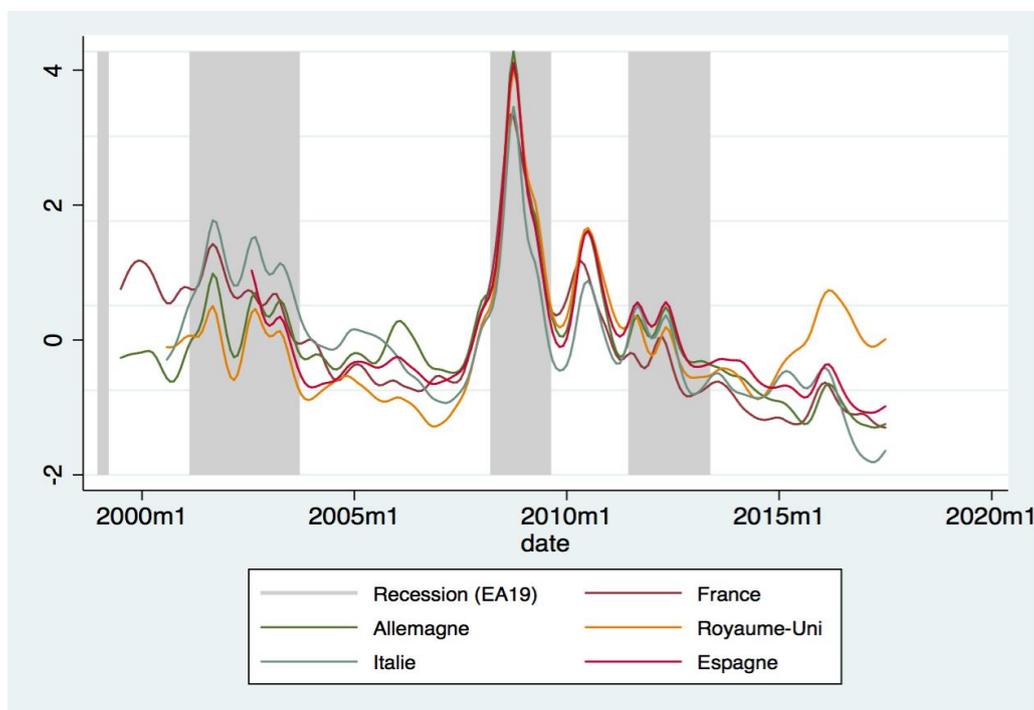
**Les indicateurs de JLN calculés dans les cinq pays européens présentent des évolutions assez semblables.**

Ils connaissent notamment une forte hausse au moment de la crise financière en Europe vers la fin de l'année 2008. Ils atteignent alors leur maximum sur la période, celui-ci se distinguant nettement des pics antérieurs de 2003-2004 et des pics ultérieurs de 2010-2012 (développements successifs de la crise des dettes souveraines).

Le point maximal de 2008 indique que la crise financière s'est accompagnée d'une plus grande incertitude globale que les autres crises sur la période. Les indicateurs de volatilité précédents ne le reflétaient pas nécessairement, étant davantage circonscrits à une grandeur particulière et ne prenant pas en compte, dans leur calcul, les liens que cette série peut avoir avec les autres grandeurs économiques.

Après 2012, les indicateurs de JLN baissent pour partie jusqu'à la période récente. Néanmoins, au Royaume-Uni, on observe un nouveau pic en 2016, probablement lié au « Brexit ». Dans les autres pays, en fin de période étudiée, les niveaux d'incertitude mesurée sont historiquement faibles.

Indicateur de JLN à l'horizon de 3 mois entre 1999 et 2017



**Note :** l'indicateur représente l'indicateur de JLN à l'horizon de 3 mois. En gris figurent les périodes de ralentissement conjoncturel identifiées à l'aide des dates de retournement conjoncturel calculées par l'OCDE.

**Lecture :** en octobre 2008, l'indicateur de JLN à 3 mois allemand est supérieur de 4,3 écarts-types à sa moyenne.

**Sources :** Eurostat, OCDE, données financières de K. French et calculs des auteurs pour l'indicateur de JLN, OCDE pour les périodes grisées.

## Les formes de l'incertitude sont communes aux cinq pays

### L'incertitude macroéconomique et l'incertitude exprimée dans la presse semblent obéir à des logiques différentes.

Cette indépendance se manifeste principalement au vu de deux événements. En 2008, dans la période de crise, les indicateurs macroéconomiques connaissent leurs plus grandes fluctuations alors que l'incertitude exprimée dans la presse est relativement inerte, à l'opposé de ce qui est observé en 2016, dans la période du « Brexit ».

Dans l'ensemble, en matière d'incertitude, les spécificités des pays semblent moins importantes que leurs tendances communes. À ce titre, la France ne se distingue pas particulièrement de ses partenaires européens.

#### À retenir

- La montée de l'incertitude est une explication souvent avancée du ralentissement de l'activité, en raison des comportements d'attentisme qu'elle est susceptible de générer (les ménages privilégient l'épargne par exemple).
- Dans les cinq principales économies européennes (France, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, Italie), tous les indicateurs étudiés augmentent pendant les périodes de ralentissement conjoncturel, telles que définies par l'OCDE<sup>1</sup>.
- L'incertitude macroéconomique et l'incertitude exprimée dans la presse semblent obéir à des logiques différentes. En 2008, dans la période de crise, les indicateurs macroéconomiques connaissent leurs plus grandes fluctuations alors que l'incertitude exprimée dans la presse est relativement inerte, à l'opposé de ce qui est observé en 2016, dans la période du « Brexit ».

<sup>1</sup> Pour en savoir plus, consulter la page suivante - OCDE, Les indicateurs avancés : [https://www.oecd-ilibrary.org/economics/composite-leading-indicator-cli/indicator/french\\_12882313-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/economics/composite-leading-indicator-cli/indicator/french_12882313-fr) Indicateur composite avancé  
L'indicateur composite avancé est conçu par l'OCDE pour signaler à l'avance les points de retournement des cycles économiques, en montrant les fluctuations de l'activité économique par rapport à son niveau potentiel de long terme. Les indicateurs composite avancés font apparaître les fluctuations économiques à court terme de façon qualitative plutôt que quantitative.

## L'Insee et la statistique publique

### Un objectif principal : éclairer le débat économique et social

L'Insee collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la société françaises. Ces informations intéressent les pouvoirs publics, les administrations, les partenaires sociaux, les entreprises, les chercheurs, les médias, les enseignants et les particuliers. Elles leur permettent d'enrichir leurs connaissances, d'effectuer des études, de faire des prévisions et de prendre des décisions.

### L'Insee : Institut National de la Statistique et des Études Économiques

L'Insee est une direction générale du ministère de l'Économie et des finances implantée dans l'ensemble du territoire français, dont les salariés sont des agents de l'État. L'Insee est soumis aux règles de la comptabilité publique et ses crédits sont inscrits au budget général de l'État.

L'Insee conduit ses travaux en toute indépendance professionnelle. Dans son article 1<sup>er</sup>, la loi statistique française stipule que « la conception, la production et la diffusion des statistiques publiques sont effectuées en toute indépendance professionnelle ». L'Autorité de la statistique publique, créée par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, veille notamment au respect du principe d'indépendance.

### L'Insee coordonne les travaux du service statistique public

Le service statistique public est composé de l'Insee et des services statistiques ministériels (SSM) qui réalisent les opérations statistiques dans leur domaine de compétence. L'Insee et les SSM décident, dans le cadre d'une coordination assurée par l'institut, des méthodes, des normes et des procédures pour l'établissement des statistiques et leur publication.

### L'Insee dans les instances communautaires et internationales

L'Insee travaille quotidiennement avec Eurostat (Office statistique des communautés européennes) et ses homologues de l'Union européenne. Il contribue ainsi à l'édification de l'espace statistique communautaire de l'Union. L'Insee collabore aussi aux travaux statistiques de l'ONU (Organisation des Nations unies), du FMI (Fonds monétaire international), de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) et de la Banque mondiale. Il est membre de la commission statistique de l'ONU, de sa commission économique pour l'Europe, ainsi que du comité des statistiques de l'OCDE.

### Un peu d'histoire ...

L'institut national de la statistique et des études économiques - l'Insee - a été créé par la loi de finances du 27 avril 1946 (art. 32 et 33). La nouvelle institution reprenait alors une activité de statistique publique qui s'était exercée sans discontinuité depuis 1833.

### L'Insee aujourd'hui est organisé en cinq grandes directions

- La direction de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale
- La direction des statistiques d'entreprises
- La direction des statistiques démographiques et sociales
- La direction des études et synthèses économiques
- La direction de la diffusion et de l'action régionale

Par ailleurs, l'Insee est présent en région avec l'ensemble de ses directions régionales.

## **Bureau de presse**

### **Les horaires du Bureau de presse**

**Du lundi au jeudi : 9h30-12h30 / 14h00-18h00**

**Vendredi : 9h30-12h30 / 14h00-17h30**

### **Contact**

#### **Bureau de presse**

bureau-de-presse@insee.fr

**01 87 69 57 57**

**Marie-Paule Llati-Schuhl**

**Cheffe du Bureau de presse**

### **Retrouvez l'Insee sur :**

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

**Twitter : @InseeFr**

